

# Table des matières

Préface .....	IX
Table des abréviations .....	XXV
<b>1. Introduction .....</b>	<b>1</b>
1.1 Les personnes morales en général .....	5
1.2 Les dispositions générales régissant les personnes morales (art. 52 ss CC) .....	9
1.2.1 Généralités .....	9
1.2.2 Les trois conditions d'existence .....	10
1.2.2.1 L'existence autonome .....	10
1.2.2.1.1 Les organes .....	10
1.2.2.1.2 Le nom .....	12
1.2.2.1.3 Le siège .....	13
1.2.2.2 Le but de la personne morale .....	14
1.2.2.3 L'inscription au registre du commerce .....	14
1.2.3 La fin de la personne morale .....	15
1.3 Les personnes morales à but idéal .....	17
1.3.1 Introduction .....	17
1.3.2 La liberté associative (art. 23 Cst.) .....	17
1.3.2.1 Généralités .....	17
1.3.2.1.1 Notion .....	17
1.3.2.1.2 Rappel historique .....	18
1.3.2.2 La titularité .....	18
1.3.2.2.1 Les personnes physiques .....	19
1.3.2.2.2 Les personnes morales .....	20

1.3.2.3	Aspects positif et négatif . . . . .	20
1.3.2.3.1	Introduction . . . . .	20
1.3.2.3.2	L'aspect positif . . . . .	21
1.3.2.3.3	L'aspect négatif . . . . .	22
1.3.2.4	Les restrictions à la liberté associative . . . . .	24
1.3.2.4.1	Les conditions générales de la restriction . . . . .	25
1.3.2.4.2	La base légale . . . . .	25
1.3.2.4.3	L'intérêt public . . . . .	25
1.3.2.4.4	La proportionnalité . . . . .	26
1.3.2.4.5	Le noyau dur . . . . .	26
<b>2.</b>	<b>L'association (art. 60 ss CC) . . . . .</b>	<b>29</b>
2.1	Généralités . . . . .	33
2.1.1	Les dispositions relatives à l'association: impératives, relativement impératives, dispositives . . . . .	33
2.1.2	La hiérarchie des normes régissant les associations . . . . .	35
2.2	Les statuts . . . . .	37
2.2.1	Notion . . . . .	37
2.2.2	Interprétation . . . . .	38
2.2.3	La volonté d'être organisé corporativement . . . . .	39
2.2.3.1	Le statut juridique des membres fondateurs et l'acte de fondation . . . . .	39
2.2.3.2	Le nombre minimal de membres fondateurs requis . . . . .	40
2.2.4	L'inscription au registre du commerce . . . . .	41
2.2.4.1	Généralités . . . . .	41
2.2.4.2	L'inscription facultative . . . . .	41
2.2.4.3	L'inscription obligatoire . . . . .	42
2.2.5	Les conditions de forme . . . . .	44
2.2.5.1	La forme simple . . . . .	44
2.2.5.2	La signature des statuts . . . . .	44
2.2.5.3	La langue utilisée . . . . .	45

2.2.6	Le contenu	45
2.2.6.1	Le but	46
2.2.6.1.1	Le but au sens strict et au sens large	46
2.2.6.1.2	Le but idéal et le but économique	47
2.2.6.2	Les ressources	51
2.2.6.3	L'organisation de l'association	52
2.2.6.3.1	Les organes en général	52
2.2.6.3.2	L'assemblée générale	53
2.2.6.3.2.1	Généralités	53
2.2.6.3.2.2	Les compétences de l'assemblée générale	55
2.2.6.3.2.3	Les compétences résiduelles	56
2.2.6.3.2.4	La convocation de l'assemblée générale	56
2.2.6.3.2.5	L'ordre du jour	59
2.2.6.3.2.6	Le droit de vote	61
2.2.6.3.2.6.1	La procédure de vote	61
2.2.6.3.2.6.2	Le quorum	62
2.2.6.3.2.6.3	Le calcul de la majorité	62
2.2.6.3.2.6.4	Les élections	63
2.2.6.3.3	La direction	64
2.2.6.3.3.1	Généralités	64
2.2.6.3.3.2	La désignation des membres de la direction	64
2.2.6.3.3.3	Les conditions d'éligibilité	65
2.2.6.3.3.4	La nature du rapport juridique entre l'association et la direction	68
2.2.6.3.3.5	Les devoirs de la direction	69
2.2.6.3.3.6	Le mode de fonctionnement de la direction	70
2.2.6.3.3.7	Le pouvoir de représentation de la direction	70
2.2.6.3.3.8	La responsabilité pour faute des membres de la direction	71
2.2.6.3.3.9	La fin du rapport d'organe entre l'association et la direction	72
2.2.6.3.4	L'organe de révision	73
2.2.6.3.5	Les autres organes	74
2.3	Le sociétariat	77
2.3.1	L'entrée dans l'association	77
2.3.1.1	Les conditions d'accès au sociétariat	77
2.3.1.1.1	La liberté associative	77
2.3.1.1.2	La règle générale: pas de droit à l'admission	78
2.3.1.1.3	Les exceptions	80
2.3.1.1.4	La limitation du nombre de membres	82
2.3.1.2	La nature juridique de l'acte d'adhésion	83

2.3.1.3	Les spécificités sportives	84
2.3.1.3.1	La double affiliation	84
2.3.1.3.2	Le boycott	87
2.3.2	La sortie de l'association	90
2.3.2.1	La sortie volontaire	90
2.3.2.1.1	Généralités	90
2.3.2.1.2	Nature juridique	92
2.3.2.1.3	La sortie avec effet immédiat	93
2.3.2.2	La sortie automatique	95
2.3.2.2.1	Généralités	95
2.3.2.2.2	La clause résolutoire	95
2.3.2.3	La décision d'exclusion	96
2.3.2.3.1	Généralités	96
2.3.2.3.2	Nature juridique	96
2.3.2.3.3	Les causes d'exclusion	97
2.3.2.3.4	L'exclusion avec ou sans indication de motifs	97
2.3.2.3.5	Le silence des statuts relativement à l'exclusion	100
2.3.2.4	Conflit de normes: quid de la décision d'exclusion en dépit de la sortie volontaire du sociétaire?	102
2.3.3	Les droits des sociétaires	103
2.3.3.1	Les droits sociaux	103
2.3.3.1.1	Le droit de vote et l'égalité des voix	103
2.3.3.1.1.1	Généralités	103
2.3.3.1.1.2	La représentation	106
2.3.3.1.1.3	La suppression ou la suspension du droit de vote	107
2.3.3.1.2	La convocation à l'assemblée générale	108
2.3.3.1.3	La participation à l'assemblée générale	108
2.3.3.1.4	La communication de l'ordre du jour	108
2.3.3.1.5	La consultation des documents de l'association	109
2.3.3.2	Les droits patrimoniaux	109
2.3.3.2.1	Au sens large	109
2.3.3.2.2	Au sens étroit	110
2.3.3.3	Les droits de protection	111
2.3.3.3.1	Le droit de sortie	111
2.3.3.3.2	Le droit au maintien du but social	111
2.3.3.3.2.1	La nature juridique de l'art. 74 CC	111
2.3.3.3.2.2	La transformation du but social	112
2.3.3.3.2.3	L'exercice du droit au maintien du but social	112
2.3.3.3.3	Le droit d'attaquer en justice les décisions illégales ou contraires aux statuts selon l'art. 75 CC	113

2.3.3.3.3.1	Généralités . . . . .	113
2.3.3.3.3.2	La légitimation active . . . . .	114
2.3.3.3.3.3	La légitimation passive . . . . .	115
2.3.3.3.3.4	La nature de la norme violée . . . . .	115
2.3.3.3.3.5	Le tribunal compétent . . . . .	116
2.3.3.3.3.6	Les décisions nulles et les décisions annulables . . . . .	117
2.3.3.3.3.6.1	La décision nulle . . . . .	117
2.3.3.3.3.6.2	La décision annulable. . . . .	118
2.3.3.3.3.7	Du caractère impératif de l'art. 75 CC . . . . .	120
2.3.3.3.4	Le droit de demander la dissolution de l'association. . . . .	125
2.3.3.3.5	Le droit à l'égalité de traitement . . . . .	128
2.3.3.3.6	Le respect des principes généraux du droit . . . . .	129
2.3.4	Les obligations des sociétaires . . . . .	130
2.3.4.1	Les obligations pécuniaires . . . . .	130
2.3.4.1.1	Les cotisations . . . . .	130
2.3.4.1.2	Les frais annexes . . . . .	132
2.3.4.2	Les obligations non pécuniaires . . . . .	133
2.4	Le contentieux et les mesures disciplinaires au sein des associations . . . . .	135
2.4.1	Le pouvoir réglementaire des associations. . . . .	135
2.4.1.1	Introduction . . . . .	135
2.4.1.2	Les règles statutaires . . . . .	138
2.4.1.3	Les règles du sport ou règles techniques au sens étroit . 138	
2.4.1.4	Les règles techniques au sens large, y compris les règles relatives à l'organisation des compétitions . . . . .	142
2.4.1.5	Les règles économiques . . . . .	145
2.4.1.6	Les règles disciplinaires . . . . .	146
2.4.1.7	Les principes éthiques . . . . .	148
2.4.2	Les normes associatives, justiciables ou non . . . . .	151
2.4.2.1	L'incompétence du juge étatique à revoir des décisions relatives à l'application des règles de jeu . . . . .	151
2.4.2.1.1	La position du Tribunal fédéral . . . . .	152
2.4.2.1.2	Les tendances de la doctrine et de la jurisprudence . . . . .	153
2.4.2.1.2.1	La doctrine. . . . .	153
2.4.2.1.2.2	La jurisprudence . . . . .	154
2.4.2.1.2.2.1	La jurisprudence suisse . . . . .	154
2.4.2.1.2.2.2	La jurisprudence du Tribunal Arbitral du Sport (TAS) . 154	

2.4.2.1.2.2.3	La jurisprudence française . . . . .	156
2.4.3	Le pouvoir juridictionnel des associations . . . . .	157
2.4.3.1	Introduction . . . . .	157
2.4.3.2	Les limites d'ordre procédural . . . . .	157
2.4.3.3	Les limites d'ordre matériel . . . . .	159
2.4.3.3.1	Les limites statutaires . . . . .	159
2.4.3.3.2	Les limites légales, en particulier celles imposées par l'art. 75 CC . . . . .	159
2.4.3.3.3	Les limites du droit supranational, particulièrement du droit européen . . . . .	161
2.4.3.3.3.1	L'évolution des rapports entre le monde du sport et l'Union européenne (UE) . . . . .	162
2.4.3.3.3.1.1	La première phase . . . . .	162
2.4.3.3.3.1.2	La deuxième phase . . . . .	165
2.4.3.3.3.2	Les limites imposées par le droit européen . . . . .	166
2.4.3.3.3.2.1	Le principe de la territorialité dans l'organisation du sport . . . . .	166
2.4.3.3.3.2.2	Le contrôle de la régularité des compétitions . . . . .	168
2.4.3.3.3.2.3	Les normes relatives aux transferts . . . . .	170
2.4.3.3.3.2.4	Les clauses de nationalité . . . . .	174
2.4.3.3.3.2.5	Les règles relatives à la sélection des athlètes . . . . .	178
2.4.3.3.3.2.6	Les agents de joueurs . . . . .	181
2.4.3.3.3.2.7	Le dopage . . . . .	183
2.4.3.3.3.2.8	La billetterie . . . . .	184
2.4.3.3.3.2.9	Les droits de retransmission TV . . . . .	185
2.4.3.3.3.2.10	L'abus de position dominante d'une organisation . . . . .	191
2.4.3.3.3.2.11	Le parrainage (sponsoring) et le contrat de licence . . . . .	191
2.4.3.3.3.2.12	Les entreprises actives dans l'achat et la vente des droits sportifs . . . . .	192
2.4.3.3.3.2.13	Les subventions étatiques . . . . .	192
2.5	La fin de l'association . . . . .	195
2.5.1	Les types de dissolution . . . . .	195
2.5.1.1	La dissolution volontaire . . . . .	195
2.5.1.1.1	La nature juridique de l'art. 76 CC . . . . .	195
2.5.1.1.2	Les causes . . . . .	196
2.5.1.1.3	La compétence . . . . .	196
2.5.1.1.4	La révocation de la dissolution . . . . .	197
2.5.1.2	La dissolution de plein droit . . . . .	198
2.5.1.2.1	La nature juridique de l'art. 77 CC . . . . .	198
2.5.1.2.2	L'insolvabilité . . . . .	198

2.5.1.2.3	L'impossibilité de constituer la direction . . . . .	199
2.5.1.3	La dissolution judiciaire . . . . .	200
2.5.1.3.1	Le for et le tribunal compétent . . . . .	200
2.5.1.3.2	La légitimation active . . . . .	201
2.5.2	Les conséquences de la dissolution . . . . .	202
2.5.2.1	La liquidation et l'affectation des biens . . . . .	202
2.5.2.2	La radiation de l'inscription au registre du commerce . . . . .	204
<b>3.</b>	<b>La fédération . . . . .</b>	<b>205</b>
3.1	Généralités . . . . .	209
3.1.1	Notion . . . . .	209
3.1.2	Définition . . . . .	209
3.1.3	Les fédérations nationales et internationales . . . . .	210
3.1.4	Les sections . . . . .	212
3.2	Les statuts . . . . .	215
3.2.1	Le but idéal des fédérations . . . . .	215
3.2.2	Les ressources . . . . .	216
3.2.3	Les organes des fédérations . . . . .	217
3.2.3.1	L'assemblée des délégués . . . . .	217
3.2.3.2	La direction . . . . .	222
3.2.3.3	Les autres organes . . . . .	223
3.3	La qualité de membre de la fédération . . . . .	225
3.3.1	Le sociétariat dans la fédération nationale . . . . .	225
3.3.2	Les membres de la fédération internationale . . . . .	225
3.4	Les droits et obligations des membres . . . . .	227
3.4.1	Les droits . . . . .	227
3.4.1.1	Les droits sociaux . . . . .	227

3.4.1.2	Les droits patrimoniaux . . . . .	227
3.4.1.3	Les droits de protection . . . . .	228
3.4.2	Les obligations . . . . .	228
3.4.2.1	Les obligations pécuniaires . . . . .	228
3.4.2.2	Les obligations non pécuniaires . . . . .	228
<b>4.</b>	<b>La Fondation (art. 80 ss CC) . . . . .</b>	<b>229</b>
4.1	Généralités . . . . .	231
4.2	Classification . . . . .	233
4.2.1	Les fondations de droit privé . . . . .	233
4.2.1.1	Les fondations ordinaires ou classiques . . . . .	233
4.2.1.2	Les fondations spéciales . . . . .	234
4.2.1.2.1	Les fondations de famille . . . . .	234
4.2.1.2.2	Les fondations ecclésiastiques . . . . .	235
4.2.1.2.3	Les fondations de prévoyance en faveur du personnel . . . . .	236
4.2.1.3	Autres formes de fondations . . . . .	236
4.2.1.3.1	Les fondations à but économique . . . . .	236
4.2.1.3.2	Les fondations dépendantes . . . . .	239
4.2.2	Les fondations de droit public . . . . .	239
4.3	La surveillance des fondations . . . . .	241
4.3.1	La compétence territoriale . . . . .	241
4.3.1.1	Les fondations soumises à la surveillance de la Confédération . . . . .	241
4.3.1.2	Les fondations soumises à la surveillance d'un canton . . . . .	242
4.3.1.3	Les fondations soumises à la surveillance d'un district ou d'une commune . . . . .	243
4.3.2	La compétence matérielle . . . . .	243
4.3.3	Les tâches de l'autorité de surveillance . . . . .	244
4.4	La constitution . . . . .	247



4.4.1	L'acte de fondation . . . . .	247
4.4.1.1	La volonté de créer une fondation . . . . .	247
4.4.1.2	L'affectation des biens en faveur d'un but . . . . .	248
4.4.1.3	La définition du but . . . . .	249
4.4.2	L'inscription au registre du commerce . . . . .	250
4.4.3	Le nom et le siège . . . . .	251
4.5	L'organisation . . . . .	253
4.5.1	Généralités . . . . .	253
4.5.2	Les organes . . . . .	253
4.5.2.1	Le conseil de fondation . . . . .	254
4.5.2.2	L'organe de révision . . . . .	255
4.5.2.3	Les autres organes . . . . .	256
4.5.3	Les destinataires ou les bénéficiaires . . . . .	256
4.6	La modification de l'organisation et du but de la fondation . . . . .	259
4.6.1	Généralités . . . . .	259
4.6.2	La modification de l'organisation . . . . .	260
4.6.3	La modification du but . . . . .	261
4.7	La dissolution de la fondation . . . . .	265
4.7.1	La dissolution par l'autorité compétente . . . . .	265
4.7.2	La requête et l'action en dissolution . . . . .	266
4.7.3	La dissolution statutaire . . . . .	266
4.7.4	La liquidation . . . . .	267
4.8	L'exonération fiscale des fondations . . . . .	269
4.8.1	Généralités . . . . .	269
4.8.2	Les fondations d'utilité publique . . . . .	270
4.8.3	Les caisses d'assurances sociales et de compensation . . . . .	271

4.8.4	Les institutions de prévoyance . . . . .	271
4.8.5	Les organisations internationales . . . . .	271
4.9	Exemples de fondations de droit suisse relatives au sport . . . . .	273
4.9.1	L'Agence mondiale antidopage (AMA) . . . . .	273
4.9.1.1	Présentation générale . . . . .	273
4.9.1.2	Les buts et tâches de l'AMA . . . . .	274
4.9.1.3	L'organisation . . . . .	275
4.9.1.3.1	Le Conseil de fondation . . . . .	275
4.9.1.3.2	Le Comité exécutif . . . . .	276
4.9.1.3.3	Les Comités de travail . . . . .	276
4.9.1.3.4	L'organe de révision . . . . .	276
4.9.2	L'Aide sportive suisse (ASS) . . . . .	277
4.9.2.1	Présentation générale . . . . .	277
4.9.2.2	Les buts et tâches de l'ASS . . . . .	278
4.9.2.3	L'organisation et les tâches des organes . . . . .	279
4.9.2.3.1	Le Conseil de fondation . . . . .	279
4.9.2.3.2	Le responsable de l'Aide Sportive . . . . .	280
4.9.2.3.3	La Commission de contrôle . . . . .	280
4.9.3	La Fondation de soutien aux sportifs d'élite du Canton de Neuchâtel (FSSECN) . . . . .	281
4.9.3.1	Présentation générale . . . . .	281
4.9.3.2	Les buts et tâches de la FSSECN . . . . .	281
4.9.3.3	L'organisation . . . . .	283
4.9.3.3.1	Le Conseil de fondation . . . . .	283
4.9.3.3.2	La Commission chargée de l'attribution des subsides . . . . .	283
4.9.3.3.3	L'organe de révision . . . . .	284
<b>5.</b>	<b>Les autres formes de personnes morales rencontrées dans le sport. .285</b>	
5.1	Généralités . . . . .	287
5.2	Les formes sociales rencontrées en Suisse . . . . .	291
5.2.1	La société anonyme (SA) . . . . .	291

5.2.1.1	Généralités . . . . .	291
5.2.1.2	Les buts de la SA . . . . .	292
5.2.1.3	L'organisation. . . . .	294
5.2.1.3.1	La constitution d'une SA . . . . .	294
5.2.1.3.2	Les organes. . . . .	294
5.2.1.3.3	Les modes d'exercice du droit de vote. . . . .	295
5.2.1.4	Application au domaine du sport . . . . .	296
5.2.1.4.1	En matière de recherche de fonds. . . . .	296
5.2.1.4.2	En matière de plurisociétariat. . . . .	298
5.2.1.5	Conclusion . . . . .	298
5.2.2	La société à responsabilité limitée (Sàrl) . . . . .	299
5.2.3	La société coopérative . . . . .	300
5.2.3.1	Généralités . . . . .	300
5.2.3.2	L'organisation. . . . .	301
5.2.3.2.1	La constitution d'une société coopérative . . . . .	301
5.2.3.2.2	Les organes. . . . .	301
5.2.3.2.3	L'exercice du droit de vote. . . . .	302
5.2.3.3	Application au domaine du sport . . . . .	302
5.2.3.4	Conclusion . . . . .	303
5.3	La restructuration ou la transformation d'une association en société commerciale. . . . .	305
5.3.1	La situation juridique en Suisse avant 1998. . . . .	305
5.3.2	La nouvelle jurisprudence du Tribunal fédéral. . . . .	307
5.3.3	La Loi fédérale sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (LFus) . . . . .	308
5.3.4	Application de la LFus au domaine du sport: l'exemple du SC Berne. . . . .	311
5.4	Les organisations plurisociétaires en Suisse. . . . .	313
5.4.1	Les organisations plurisociétaires dans le football et le hockey sur glace . . . . .	313
5.4.1.1	L'exemple de la Swiss Ice Hockey Association (SIHA). . . . .	314
5.4.1.2	L'exemple de l'Association suisse de football (ASF) . . . . .	316

5.5	La forme juridique des organisations sportives dans quelques pays européens et en Amérique du Nord . . . . .	321
5.5.1	Le modèle européen . . . . .	321
5.5.1.1	Le modèle français . . . . .	322
5.5.1.1.1	Le statut juridique des fédérations . . . . .	322
5.5.1.1.2	Le statut juridique des clubs professionnels . . . . .	322
5.5.1.1.3	Les types de sociétés commerciales sportives . . . . .	324
5.5.1.1.3.1	La société anonyme d'économie mixte locale sportive (SAEMLS) . . . . .	325
5.5.1.1.3.2	L'entreprise unipersonnelle sportive à responsabilité limitée (EUSRL) . . . . .	325
5.5.1.1.3.3	La société anonyme à objet sportif (SAOS) . . . . .	325
5.5.1.1.3.4	La société anonyme sportive professionnelle (SASP) . . . . .	326
5.5.1.1.4	La cotation en bourse des SAOS et des SASP . . . . .	326
5.5.1.1.4.1	Evolution historique . . . . .	326
5.5.1.1.4.2	Les conditions d'admission en bourse . . . . .	327
5.5.1.1.5	Conclusion . . . . .	328
5.5.1.2	Le modèle italien . . . . .	329
5.5.1.3	Le modèle espagnol . . . . .	330
5.5.1.4	Le modèle allemand . . . . .	331
5.5.1.5	Le modèle anglais . . . . .	332
5.5.2	Le modèle américain . . . . .	333
<b>6.</b>	<b>Bibliographie . . . . .</b>	<b>335</b>
<b>7.</b>	<b>Annexe . . . . .</b>	<b>357</b>